

Syrie : l'islam dans la révolution

Par **Thomas Pierret**

Thomas Pierret est maître de conférences en islam contemporain à l'université d'Édimbourg. Il vient de publier un ouvrage intitulé *Baas et islam en Syrie. La dynastie Assad face aux oulémas* (Paris, PUF, 2011).

La mouvance islamique syrienne ne constitue pas un bloc homogène. Les Frères musulmans ne jouent aucun rôle sur le terrain durant le soulèvement de 2011 mais sont très présents dans l'opposition en exil. Leur autorité est contestée par de nouveaux acteurs islamistes comme le Courant islamique démocratique indépendant. Quant aux oulémas, ils sont divisés entre ceux qui soutiennent le régime et ceux qui s'engagent aux côtés des manifestants, à leurs risques et périls.

politique étrangère

De tous les soulèvements populaires observés dans le monde arabe en 2011, c'est probablement celui agitant la Syrie qui voit la mouvance islamique jouer le rôle le plus visible. Dans bien des cas, ce sont les mosquées qui constituent les premiers foyers de manifestations. Pour se donner du courage, les protestataires entonnent des slogans comme « Dieu est grand » ou « Au Paradis, nous allons, martyrs par millions ». En outre, plusieurs leaders religieux renommés de Damas et Alep critiquent sévèrement le régime tandis qu'en province, d'autres deviennent même les figures de proue des révolutionnaires.

Une telle situation soulève la question du rôle que pourrait jouer la mouvance islamique en cas d'effondrement du régime baasiste. Sans se risquer à un exercice prospectif, on offrira ci-après quelques clés d'analyse en présentant les acteurs en présence et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

S'agissant des islamistes au sens strict, c'est-à-dire des acteurs politiques à référent religieux qui aspirent à participer à l'exercice du pouvoir, on montrera que les Frères musulmans, qui occupent depuis leur origine une position hégémonique sur ce secteur de l'opposition, sont aujourd'hui concurrencés par de nouvelles forces, tant dans la diaspora qu'en Syrie même. On suivra ensuite le rôle joué par le clergé musulman de l'intérieur,

aujourd'hui profondément déchiré entre éléments loyalistes et contestataires, puis celui des oulémas exilés qui s'impliquent dans les événements par le truchement des médias. Enfin, on fera l'hypothèse qu'en dépit d'un contexte favorable, la mouvance djihadiste a, pour l'heure, échoué à prendre pied dans le mouvement révolutionnaire.

L'hégémonie contestée des Frères musulmans sur l'opposition islamiste

Les Frères musulmans sont généralement considérés non seulement comme la composante la plus influente de l'opposition islamiste syrienne, mais aussi comme les candidats les plus sérieux à la direction d'une Syrie postrévolutionnaire. Depuis les années 1960, les Frères ont été les ennemis les plus résolus d'un régime qu'ils ont failli renverser durant la sanglante insurrection¹ de 1979-1982. Leur importance actuelle semble toutefois surestimée, tant en raison de problèmes intrinsèques à l'organisation que de l'émergence de nouveaux concurrents.

La faiblesse la mieux connue des Frères musulmans syriens est la profondeur des clivages régionaux qui les traversent et qui ont provoqué plusieurs scissions depuis la fondation du mouvement en 1946. La plus grave survient au début des années 1970 et conduit au divorce entre les branches du Nord (Alep-Hama) et de Damas, cette dernière étant progressivement marginalisée. En 1986, un nouveau conflit oppose entre elles les sections d'Alep et de Hama. Ce même clivage est ravivé en 2010 lors de l'élection du nouveau leadership du mouvement, qui voit une équipe hamawie emmenée par Riyad Chuqfe remplacer l'Alépin Ali Sadr al-Din al-Bayanouni, contrôleur général du mouvement depuis 14 ans².

Les Frères syriens ont également pâti des choix politiques parfois peu inspirés de leur direction. On pense par exemple à la création, en 2006, d'un Front de salut national avec l'ancien vice-président Abdel Halim Khaddam. En s'associant à un pilier passablement corrompu du régime d'Hafez al-Assad, les Frères écornaient sérieusement leur image sans rien obtenir en retour : marginalisé depuis plusieurs années, A. H. Khaddam n'avait plus guère d'influence au sein du régime et se révéla incapable de susciter les défections espérées.

1. Le travail le plus complet sur cet épisode est celui de H. G. Lobmeyer, *Opposition und Widerstand in Syrien*, Hambourg, Deutsches Orient-Institut, 1995.

2. *Islam Online*, 3 août 2010, <<http://www.islamonline.net/i3/ContentServer?pagename=IslamOnline/i3LayoutA&c=OldArticle&cid=1280404715594>> (page consultée le 15 septembre 2011).

Les Frères finirent par quitter le Front trois ans après sa création, arguant des critiques formulées par A. H. Khaddam contre leur décision de « suspendre leurs activités oppositionnelles » pendant la guerre de Gaza (hiver 2008-2009), dont le régime baasiste devait sortir renforcé du fait de son soutien au Hamas³. C'est dans ce contexte que les islamistes syriens commirent une nouvelle erreur en prolongeant la trêve avec le régime, pour créer un climat favorable à des négociations indirectes qui n'aboutiront pas. En dépit de l'opposition personnelle du contrôleur général R. Chuqfe à cette trêve⁴, elle sera prorogée jusqu'au soulèvement de mars 2011.

Ces errements seraient négligeables si les Frères syriens ne souffraient, surtout, d'être un mouvement d'exilés plus que grisonnants, dépourvus d'implantation structurée en Syrie : c'est la conséquence de la politique éradicatrice menée par le régime au début des années 1980, consacrée juridiquement par la loi n° 49 de 1980 qui punit de mort la simple appartenance à l'organisation. Plusieurs indices tendent à prouver que le groupe a totalement disparu de Syrie : outre le fait que le mouvement lui-même affirme ne pas avoir de présence organisationnelle dans le pays⁵, durant ces 20 dernières années les autorités syriennes n'ont jamais annoncé le démantèlement d'une cellule active des Frères musulmans, alors que dans le même temps elles faisaient régulièrement état de la découverte de sections clandestines du Parti de la libération islamique⁶ (*Hizb al-Tahrir*) ou d'organisations salafistes-djihadistes.

Les Frères musulmans syriens, mouvement d'exilés grisonnants

Le fait que la ville de Hama, bastion le plus solide des Frères musulmans jusqu'en 1982, ait été l'un des épïcêtres du présent soulèvement a pu laisser penser que le mouvement était de nouveau au cœur de la contestation. Ce serait toutefois ignorer que la sociologie des protestations actuelles n'a plus grand-chose à voir avec celle de l'insurrection d'il y a 30 ans. Alors que cette dernière émanait des quartiers centraux de la cité, siège de ses vieilles familles, le mouvement de 2011 a vu de nombreux habitants des quartiers et des villages périphériques converger vers la place de l'Oronte

3. *Markaz al-Charq al-Arabi*, 4 avril 2009, <<http://www.asharqalarabi.org.uk/m-w/b-mawaqi-207.htm>> (page consultée le 15 septembre 2011).

4. *Al-Masri al-Youm*, 13 août 2010, <<http://www.almasry-alyoum.com/article2.aspx?ArticleID=265808&IssueID=1861>> (page consultée le 15 septembre 2011).

5. M. Abedin, « The Battle within Syria: An Interview with Muslim Brotherhood Leader Ali Bayanouni », *Terrorism Monitor*, vol. 3, n° 16, août 2005, <[http://www.jamestown.org/programs/gta/single/?tx_ttnews\[tt_news\]=551&tx_ttnews\[backPid\]=180&no_cache=1](http://www.jamestown.org/programs/gta/single/?tx_ttnews[tt_news]=551&tx_ttnews[backPid]=180&no_cache=1)> (page consultée le 15 septembre 2011).

6. Mouvement non violent favorable au rétablissement immédiat du Califat.

pour y manifester⁷. Or ces populations rurales ou « rurbaines » n'ont jamais constitué un terreau très fertile pour les Frères musulmans syriens, mouvement qui est toujours resté strictement citadin.

S'ils ne jouent aucun rôle sur le terrain dans le soulèvement de 2011, les Frères musulmans syriens sont en revanche très actifs dans l'opposition en exil, mettant à profit l'ancienneté et l'ampleur d'un réseau transnational de centaines de cadres chassés par le Baas entre 1963 et 1982. Ils sont ainsi de tous les congrès organisés à Antalya, Istanbul ou Bruxelles pour tenter d'organiser l'opposition. Dans ces forums toutefois, leur hégémonie sur la mouvance islamiste est contestée par de nouveaux acteurs.

Les nouveaux acteurs islamistes

Le premier de ces concurrents est un petit parti créé à Londres en 2006, le Mouvement Justice et Construction (*Harakat al-Adala Wa-al-Bina*, MJC). Celui-ci défraie la chronique en avril 2011, lorsque WikiLeaks publie des documents officiels américains selon lesquels le département d'État aurait financé la chaîne satellitaire *Al-Barada*, dont le directeur – Malik al-Abda – n'est autre que le frère du président du MJC Anas al-Abda⁸.

Dès sa création, le MJC s'emploie à concurrencer les Frères musulmans dans les structures de l'opposition en exil. La fondation du parti survient juste après l'annonce, par les Frères et A. H. Khaddam, de la formation du Front de salut national. Or cette dernière décision gèle *de facto* la participation des Frères à la Déclaration de Damas pour le changement démocratique – un rassemblement pluraliste lancé en octobre 2005 par des opposants de l'intérieur et de l'extérieur. Le MJC en profite donc pour s'imposer comme représentant de la mouvance islamiste dans les organes de la Déclaration de Damas à l'étranger et fait obstacle à la réintégration des Frères⁹.

Dans ces manœuvres, le MJC jouit d'un avantage comparatif idéologique. Dans leur dernier programme politique publié en 2004, les Frères musulmans rejetaient l'usage de la violence et se prononçaient en faveur d'un « État civil démocratique ». Ils continuaient toutefois de réclamer, fidèles à leur tradition idéologique, l'« islamisation progressive » des lois¹⁰.

7. Carte du parcours des manifestations envoyée à l'auteur par un opposant syrien. Des vidéos postées sur le site *YouTube* montrent par ailleurs l'arrivée, sur la place de l'Oronte, de groupes de manifestants portant des banderoles sur lesquelles sont inscrits les noms de leur village.

8. *The Washington Post*, 17 avril 2011.

9. Télégramme diplomatique de l'ambassade américaine à Damas pour le département d'État, n° 215 637, 7 août 2009, <<http://www.washingtonpost.com/wp-srv/special/world/wikileaks-syria/cable4.html>>.

10. T. Pierret, « Le *Projet politique pour la Syrie de l'avenir* des Frères musulmans », in Y. Courbage, B. Dupret, M. Al-Dbiyat et Z. Ghazzal (dir.), *La Syrie au présent*, Arles, Actes Sud, 2007, p. 729-738.

À l'inverse, copiant délibérément le nom et le discours du Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkinma Partisi, AKP) turc, le MJC produit un discours « musulman-démocrate », où l'islam est réduit à une source de valeurs et d'identité¹¹.

Par ailleurs, le MJC est parvenu à recruter une poignée de cadres en Syrie. Dans cette entreprise, il a tiré profit du fait que s'il est interdit dans le pays, il ne fait pas l'objet d'un dispositif juridique aussi dissuasif que la loi n° 49. Cette relative liberté de manœuvre a permis au MJC d'établir des relations privilégiées avec les activistes d'un réseau connu sous le nom de Courant islamique démocratique indépendant, à qui il ouvre les pages de son bulletin périodique. Ce réseau est le deuxième concurrent auquel les Frères musulmans doivent aujourd'hui faire face.

L'appellation « islamiste indépendant » apparaît en Syrie au tout début des années 2000 chez des intellectuels de sensibilité religieuse qui, pour des raisons évidentes, cherchent à se démarquer des Frères musulmans. Plusieurs d'entre eux s'impliquent activement dans la Déclaration de Damas à compter de 2005, comme l'avocat défenseur des Droits de l'homme Haytham al-Maleh. La plupart connaissent la prison, notamment à la suite du Conseil national organisé par la Déclaration de Damas fin 2007, à l'occasion duquel le label « Courant islamique indépendant » est utilisé pour la première fois en public.

Ce courant s'inscrit lui-même dans une nébuleuse plus large d'opposants de l'intérieur affichant une sensibilité religieuse modérée. Cette mouvance comprend de jeunes oulémas réformistes (Ahmad Mouaz al-Khatib, ancien prêcheur de la mosquée des Omeyyades, Imad al-Din al-Rachid, professeur à la faculté de Charia), des intellectuels ayant pris leurs distances avec l'islamisme au profit d'une ligne qu'ils définissent eux-mêmes comme « libérale conservatrice » (Radwan Ziadeh, Abd al-Rahman al-Hajj Ibrahim¹²), ou encore le groupe de Dariya, banlieue de Damas qui, depuis le début des années 2000, a vu se développer un activisme radicalement non violent inspiré par un imam local, Abd al-Akram al-Saqqa (emprisonné en juillet 2011), lui-même influencé par les idées du penseur humaniste Jawdat Said¹³.

11. A. Lenfant, « Les transformations du salafisme syrien au xx^e siècle », in B. Rougier, *Qu'est-ce que le salafisme ?*, Paris, PUF, 2008, p. 161-178.

12. Tous deux sont exilés depuis 2007. R. Ziadeh représente aujourd'hui l'opposition syrienne à Washington.

13. Sur ces différents acteurs, voir T. Pierret, *Baas et islam en Syrie. La dynastie Assad face aux oulémas*, Paris, PUF, 2011, p. 171-179 et 266-267.

Plus largement, la récurrence des slogans à caractère religieux dans les manifestations suggère qu'une sensibilité islamique imprègne une large part des protestataires. Il n'est pas question ici d'islamisme au sens idéologique du terme, comme le suggère le caractère strictement libéral des communiqués des comités locaux de coordination (*tansiqiyyat*) mais de l'expression d'une culture qui est celle de la majorité des membres d'une société très pieuse.

Face aux Frères musulmans confinés depuis trois décennies à l'opposition à distance, les islamistes de l'intérieur jouissent d'une légitimité liée à un engagement de terrain. Ceux d'entre eux qui ont finalement pris le chemin de l'exil au cours des tout derniers mois ont pu valoriser ce capital symbolique dans les initiatives de coordination de l'opposition à l'étranger. Par exemple, Haytham al-Malih et Imad al-Din al-Rachid, qui ont quitté la Syrie au printemps 2011, ont organisé et présidé le Congrès de salut national qui s'est tenu à Istanbul en juillet. De même, on ne trouve pas que des Frères musulmans, loin s'en faut, parmi les islamistes et assimilés qui occupent au

La récurrence des slogans religieux dans les manifestations

moins la moitié des sièges du Conseil national syrien¹⁴, principal organe de l'opposition en exil¹⁵. Ainsi, les Frères et les autres islamistes se répartissent équitablement la moitié des 19 sièges du Secrétariat général de l'organisation qui leur ont été octroyés. Bénéficiant de réseaux plus « frais » dans le pays et, pour certains, d'une notoriété plus grande, les islamistes non-fréristes constitueraient inévitablement de sérieux rivaux du « canal historique » en cas de chute du régime.

S'il leur était enfin permis de rentrer au pays, les Frères devraient également composer avec des acteurs religieux autrement plus influents : les oulémas. Ceux-ci sont aujourd'hui profondément divisés quant à l'attitude à adopter face au régime.

La division des clercs

S'agissant du comportement politique des oulémas durant le soulèvement de 2011, il importe d'abord de distinguer entre les villes insurgées (Deraa, Lattaquié, Baniyas, Homs, Hama) et les deux grandes métropoles (Damas

14. Par exemple : Anas al-Abda (MJC), Oussama al-Munajjid (ex-MJC), Ghassan al-Najjar et Mohammed al-Abdallah (Courant islamique démocratique), Imad al-Din al-Rachid, Anas Ayrout et Muti al-Batin (jeunes oulémas exilés depuis peu), Abd al-Rahman al-Hajj Ibrahim et R. Ziadeh (libéraux conservateurs). À l'heure où nous écrivons ces lignes, la composition exacte du CNS est toujours l'objet de négociations.

15. L'auteur remercie Caroline Donati pour les informations qu'elle a bien voulu lui communiquer concernant les réunions et organes de coordination de l'opposition en exil.

et Alep) où les manifestations sont jusqu'à présent (septembre 2011) demeurées limitées. Dans le premier cas, certains oulémas ont très tôt pris fait et cause pour la révolution. Les exemples les plus remarquables sont ceux de Deraa et Baniyas. Dans la première de ces villes ont été enregistrées les défections des deux plus hautes autorités religieuses locales, le mufti Rizq Abazayd et l'imam de la Grande Mosquée Ahmad Sayasne. Toutefois, après l'entrée de l'armée dans la ville en mai 2011, tous deux ont été contraints de se rétracter publiquement après des menaces dirigées par les autorités contre la vie de leurs proches – le fils d'A. Sayasne ayant effectivement été assassiné. Un autre clerc de Deraa, Muti al-Batin, a quant à lui réussi à fuir le pays avant de devenir membre du Conseil national créé en septembre à Istanbul. Il y représente le clergé sunnite en compagnie du cheikh Anas Ayrut, jeune religieux qui s'est imposé comme principal leader du soulèvement dans la ville côtière de Baniyas. Entré dans la clandestinité lors de l'attaque menée par l'armée contre la ville en mai 2011, il a lui aussi trouvé refuge à l'étranger.

Dans les deux grandes métropoles du pays, Damas et Alep, l'élite religieuse s'est immédiatement scindée entre courants loyaliste et contestataire. Dès le second vendredi de manifestations, le 25 mars 2011, deux figures religieuses damascènes de premier plan donnaient le ton de ce qu'allaient être les crédos respectifs de ces tendances.

Dans une intervention télévisée, le D^r Said Ramadan al-Buti, prêcheur de la mosquée des Omeyyades et savant le plus renommé du pays, prend fait et cause pour le régime en dénonçant le mouvement protestataire comme une conspiration « très probablement » ourdie par l'ennemi sioniste. Ni la dure répression des manifestations, ni les critiques de ses confrères, ni les autodafés de ses livres par certains manifestants ne convaincront S. R. al-Buti de revoir ses positions. En juillet 2011, quand un internaute sollicite son opinion quant au comportement des membres des forces de répression qui forcent leurs prisonniers à blasphémer en disant « Bachar est mon Seigneur », S. R. al-Buti donne cette réponse désarmante : « Pourquoi m'interrogues-tu sur la conséquence plutôt que sur la cause ? La cause de tout cela n'est-elle pas que cette personne a pris part aux manifestations¹⁶ ? »

Dès le 25 mars 2011 en revanche, le cheikh Oussama al-Rifai, leader spirituel de l'influent mouvement de prédication Jamaat Zayd (« le groupe de Zayd »), fait entendre un tout autre son de cloche : il décrit comme parfaitement légitimes les revendications des manifestants et fustige la violence

16. Fatwa n° 14 658, 7 juillet 2011, <http://www.naseemalsham.com/ar/Pages.php?page=readFatwa&pg_id=14658&back=8928> (page consultée le 15 septembre 2011).

de la réaction officielle. O. al-Rifai ne reviendra pas non plus sur ses positions. En juin, il dénonce l'absence de réformes politiques et la poursuite des violences étatiques :

« Rien ne change, l'oppression demeure telle qu'elle est depuis plus de 40 ans, [...] aucune demande n'a été satisfaite, aucune réforme ; dans ces conditions, comment pouvons-nous demander aux gens de se calmer ? [...] Je m'adresse au régime d'une manière générale, et aux forces de sécurité en particulier : si vous voulez rétablir la stabilité dans ce pays, c'est à vous seuls qu'en incombe la responsabilité¹⁷. »

La ligne de fracture entre oulémas favorables et hostiles au régime recoupe d'assez près celle qui sépare les partenaires religieux du régime de première et de deuxième génération. Les premiers représentent des factions et personnalités cléricales qui ont noué des liens étroits avec le régime avant ou pendant l'insurrection islamiste de 1979-1982 et bénéficient de ce fait de divers avantages (accès aux médias, au Parlement, autorisations pour l'ouverture d'instituts privés, enrichissement personnel).

Quant aux partenaires religieux de seconde génération, ils ont pour la plupart en commun un passé de relations conflictuelles avec le régime. Oussama al-Rifai et son frère Sariya ont passé près de 15 ans en exil en Arabie Saoudite à la suite de l'insurrection de 1979-1982, tandis que Krayyim Rajih, autre grande figure de la contestation cléricale à Damas durant le printemps et l'été 2011, est l'héritier spirituel de Hassan Habannaka, bête noire du régime dans les années 1960. C'est seulement dans les années 2000 que ces acteurs ont entamé un rapprochement avec le régime, alors en quête de soutiens intérieurs dans un contexte diplomatique houleux.

À Alep, la répression des manifestations a aussi été dénoncée par le mufti de la ville Ibrahim al-Salqini qui, contrairement à ce que pourrait suggérer sa fonction officielle, est une figure connue pour son indépendance et appréciée à ce titre par l'opposition islamiste. Son décès des suites d'une hémorragie cérébrale en août 2011, alors qu'il subissait de fortes pressions des services de sécurité du fait de sa position critique, a donné lieu à des manifestations de colère populaire et des portraits du président Assad ont été déchirés au passage de son cortège funéraire¹⁸.

17. Sermon du 10 juin 2011, <<http://www.youtube.com/watch?v=JuJyTzgvHlo>> (consulté le 15 septembre 2011).

18. Voir T. Pierret « Le décès du mufti d'Alep, coup dur pour l'opposition syrienne », *Mediapart*, 8 septembre 2011, <blogs.mediapart.fr/blog/thomas-pierret/080911/le-deces-du-mufti-dalep-coup-dur-pour-lopposition-syrienne> (page consultée le 15 septembre 2011).

Pour faire taire les clercs rebelles, le régime opte pour une stratégie d'étranglement progressif. Jusqu'à la fin du mois de juillet 2011, les forces de répression concentrent leur action sur les mosquées des prêcheurs concernés, qui constituent les points de départ des rares manifestations significatives observées à Damas. Les fidèles sont molestés, arrêtés ou simplement empêchés d'entrer dans les lieux de culte, au profit de membres des « comités populaires » montés par le régime.

Le Ramadan, intervenant au mois d'août en 2011, voit la tension monter considérablement suite à l'offensive sanglante menée par l'armée contre les villes de Hama et de Deir Ez-Zor¹⁹. Le cheikh Sariya al-Rifai, qui dénonce sans ambages les « crimes » commis par le régime, fait l'objet de pressions : de proches disciples sont arrêtés et torturés. À la fin du mois de jeûne, lors de la célébration de la Nuit du Destin, les forces de sécurité franchissent le Rubicon : elles investissent la mosquée d'Oussama al-Rifai et malmènent ce dernier, qui doit être hospitalisé. La mosquée, une des plus grandes de Damas, reste fermée pendant plusieurs semaines, tandis que S. al-Rifai et K. Rajih sont interdits de prêcher²⁰.

Le régime opte pour une stratégie d'étranglement progressif des clercs rebelles

On aurait pu attendre de ces derniers événements qu'ils poussent dans la rue les nombreux adeptes des oulémas concernés, permettant enfin à la contestation de « prendre » réellement dans la capitale. Tel est l'espoir de certains opposants, qui appellent sur Internet les habitants de la ville à réagir aux sacrilèges du régime en faisant de la fête de l'Aïd le jour du « séisme de Damas » (*zilzal al-sham*). En réalité, si le mot d'ordre est assez suivi dans les banlieues, qui vivent de toute façon dans l'effervescence depuis le début du soulèvement, les manifestations sont très modestes dans les quartiers centraux de la capitale. Pour expliquer cet échec, les plus fidèles disciples des frères al-Rifai auraient pu arguer des conséquences de six mois de rafles et d'un déploiement sécuritaire exceptionnel. Mais ils fustigent avant tout la « lâcheté » des « gens de Damas ». Exprimant sa déception sur *Facebook*, un certain Ahmad B. décrit ainsi les heures qui ont suivi l'agression contre son cheikh :

19. Sur la réaction des oulémas contestataires à ces offensives, voir T. Pierret, « Qui sont les oulémas contestataires en Syrie ? », *Mediapart*, 15 août 2011, <blogs.mediapart.fr/blog/thomas-pierret/150811/qui-sont-les-oulemas-contestataires-en-syrie> (page consultée le 15 septembre 2011).

20. Pour plus de détails sur ces mesures répressives, voir T. Pierret, « Syrie : les prêcheurs relaient la révolution malgré la répression », *Mediapart*, 8 septembre 2011, <blogs.mediapart.fr/blog/thomas-pierret/080911/syrie-les-precheurs-relaient-la-revolution-malgre-la-repression> (page consultée le 15 septembre 2011).

« Nous imaginions que les gens de Damas se soulèveraient en masse, que la place de Kafr Sousse se couvrirait de milliers de personnes qui en chasseraient les forces de sécurité et les voyous du régime. [...] [Par ailleurs,] des appels furent lancés pour que le plus grand nombre possible de gens se rende à l'hôpital al-Andalus pour secourir le cheikh Oussama, car on craignait que les suppôts du régime ne s'en prennent à nouveau à lui. De fait, les gens des campagnes entourant Damas marchèrent par milliers vers la ville, jusqu'à ce qu'ils arrivent dans un quartier où les balles se mirent à tomber sur eux comme la pluie. [...] Mais qu'en fut-il des gens de Damas ?! Malheureusement, ils se réfugiaient dans les invocations. [...] Mon ami qui parlait avec moi [au téléphone] depuis l'hôpital me demanda : "Où sont les partisans du cheikh ? Où sont ces milliers qui devaient se porter à son secours ?" Le nombre de ceux qui se rendirent à l'hôpital ne dépassa pas les cent personnes ! Où étaient les milliers de disciples du cheikh et ceux qui se réclamaient de son autorité ? »

Ce récit met en lumière un aspect fondamental de la morphologie du soulèvement actuel : sa dimension de classe. Les « campagnes » dont parle ce témoin sont en réalité des banlieues populaires de la capitale (Harasta, Duma, Zamalka, Saqba), alors que les disciples d'O. al-Rifai vivant dans les quartiers centraux appartiennent pour une large part à la classe moyenne et à la bourgeoisie. O. al-Rifai prêche en bordure de Tanzim Kafr Sousse, lotissement cossu dont le mètre carré est le plus cher de Syrie. Ayant largement bénéficié de la libéralisation économique de la dernière décennie, les catégories sociales privilégiées, fussent-elles pieuses, ne sont pas prêtes à mourir pour un mouvement révolutionnaire qui recrute le gros de ses troupes dans les campagnes et les périphéries urbaines pauvres. Les quelques grands oulémas qui donnent de la voix contre la tyrannie baasiste semblent donc « lâchés » par leurs alliés historiques de la classe commerçante.

Les oulémas exilés : la Ligue des oulémas et le phénomène al-Arou

Un demi-siècle de répression baasiste a poussé à l'exil des centaines de religieux syriens, dont la plupart sont établis dans le Golfe. Tirant parti de technologies de l'information inexistantes lors du précédent soulèvement (chaînes satellitaires, Internet), ils cherchent aujourd'hui à réintégrer le débat politique de leur pays d'origine, généralement pour dire leur soutien aux manifestants.

Les clercs syriens exilés se sont dotés en 2006 d'une structure organisationnelle, la Ligue des oulémas syriens, qui n'a réellement commencé à se

mêler de politique qu'à la faveur du soulèvement de 2011. En juillet, elle organise à Istanbul un congrès de soutien au peuple syrien, où s'expriment aussi bien des exilés de longue date comme le président de la Ligue Mohammed Ali al-Sabouni, que des émigrés de dernière minute comme Mohammed al-Yaqoubi, titulaire de la chaire de théologie à la mosquée des Omeyyades, limogé pour avoir dénoncé la brutalité du régime.

Jusqu'à présent, la Ligue des oulémas s'est contentée d'apporter son soutien à la révolution, sans proposer d'agenda idéologique ni de discours spécifique. Il n'en va pas de même d'un autre représentant de l'islam syrien à l'étranger qui cristallise les angoisses de certains quant à l'émergence, en cas de chute du régime, d'un fondamentalisme sunnite sectaire et revancharde. Adnan al-Arour, cheikh salafiste originaire de Hama et établi en Arabie Saoudite depuis la précédente insurrection, se fait connaître à partir de 2006 par ses programmes télévisés sur la chaîne satellitaire *Al-Wisal*, où il se spécialise dans la polémique antichite. Lorsque débute le soulèvement en Syrie, A. al-Arour se fait plus politique, sans pour autant abandonner complètement un discours confessionnel parfois incendiaire. Un soir de juin 2011, le téléprédicateur déclare ainsi à l'antenne :

« Le problème réside dans le fait que le régime a attiré à lui un petit nombre de minorités. [...] Je tiens à mentionner particulièrement la communauté alaouite : il ne sera fait aucun mal à celui qui est resté neutre ; quant à celui qui a pris part à la révolution, il sera avec nous, nous le traiterons comme n'importe quel autre citoyen ; en revanche, ceux qui s'en sont pris à des choses sacrées [il se lève de sa chaise et tend un doigt menaçant vers la caméra], nous les passerons au hachoir et donnerons leur chair à manger aux chiens²¹. »

Un tel discours terrifie autant les minorités qu'il réjouit les propagandistes du régime, trop heureux de trouver ici la « confirmation » de la thèse selon laquelle le soulèvement serait en réalité une simple expression de fanatisme sunnite. Dans cette entreprise, ces propagandistes tirent par ailleurs avantage de la volonté manifestée par A. al-Arour d'orienter le cours des événements sur le terrain : fin mai 2011, il appelle les Syriens à monter la nuit sur les toits et à crier « Dieu est grand ! » pour défier l'armée qui vient d'investir les villes de Deraa et Baniyas²². Le mot d'ordre étant

21. Disponible sur <<http://www.youtube.com/watch?v=5mGlqnYc9ul>> (consulté le 15 septembre 2011).

22. Disponible sur <<http://www.youtube.com/watch?v=4P2mYyl2Hp0>> (consulté le 15 septembre 2011). On remarquera ici qu'en dépit de son aversion pour les chiïtes, A. al-Arour enjoint ses compatriotes d'adopter une tactique caractéristique des mouvements protestataires iraniens de 1979 et 2009.

bien suivi, médias officiels et officieux feront du téléprédicateur salafiste le grand ordonnateur du soulèvement et le guide des mystérieuses « bandes armées » qui, selon le régime, tueraient à la fois les membres des forces de sécurité et les manifestants hostiles au pouvoir.

L'inconnue djihadiste

Dans un ouvrage publié quelques mois avant le soulèvement, Nibras Kazimi décrivait le régime syrien comme l'« ennemi idéal » de la mouvance djihadiste²³. Certes, dans les années 2000, cette dernière a assez

La mouvance djihadiste n'a pas de rôle significatif dans les événements

largement épargné la Syrie, à la fois en raison de sa politique étrangère antiaméricaine et parce qu'elle constituait une base arrière pour la guérilla irakienne. À la fin de la décennie toutefois, Damas s'est rapproché des pays occidentaux, à un moment où la famille Assad, alaouite et alliée à l'Iran, était accusée de favoriser les activités missionnaires chiïtes dans le pays²⁴, et donc de livrer un pays majoritairement sunnite à ces *rawafid*²⁵ que les djihadistes avaient féroce­ment combattus durant la guerre civile irakienne.

Lorsqu'en 2011 les forces armées du régime, largement composées d'alaouites, répriment dans le sang un soulèvement essentiellement sunnite, les ingrédients semblent réunis pour faire de la Syrie une terre de djihad. En juillet, le nouveau chef d'Al-Qaida Ayman al-Zawahiri apporte d'ailleurs officiellement son soutien au soulèvement²⁶.

Six mois après le début des manifestations, rien ne permet toutefois d'affirmer que la mouvance djihadiste joue un rôle significatif dans les événements agitant la Syrie. Certes, il est aujourd'hui établi qu'une composante minoritaire de l'opposition porte les armes et a infligé des pertes aux troupes du régime. Toutefois, pour le journaliste américain Nir Rosen, qui a passé six semaines dans différentes régions de Syrie à l'été 2011, il s'agit pour l'essentiel de militaires ayant fait défection, ou de simples citoyens faisant le coup de feu contre les forces de répression²⁷. Aucun document vidéo ou témoignage circonstancié ne démontre pour l'instant la présence

23. N. Kazimi, *Syria Through Jihadist Eyes: A Perfect Enemy*, Stanford, Hoover Institution Press, 2010.

24. T. Pierret, « Karbala in the Umayyad Mosque. Sunni Panic at the Shiitization of Syria in the 2000s », in B. Maréchal, S. Zemni, *The Dynamics of Sunni-Shia Relationships: Doctrine, Transnationalism, Intellectuals and the Media*, Londres, Hurst, à paraître en 2012.

25. Littéralement « ceux qui rejettent », c'est-à-dire les chiïtes.

26. *Al-Masri al-Yawm*, 28 juillet 2011, <<http://www.almasryalyoum.com/node/481116>> (page consultée le 15 septembre 2011).

27. Communication téléphonique avec l'auteur, 16 septembre 2011.

en Syrie d'organisations militaires structurées se réclamant de l'idéologie djihadiste. Une clé d'explication de cette absence pourrait être l'élimination des islamistes radicaux syriens les plus aguerris durant le conflit irakien, dans le siège du camp libanais de Nahr al-Bared (2007), et lors de l'écrasement de la mutinerie de la prison syrienne de haute sécurité de Sednaya (2008).

La mouvance islamique syrienne est loin d'être homogène. Elle se compose, comme partout ailleurs, d'activistes politiques professionnels et d'hommes de religion – deux groupes traversés par des clivages spécifiques. Les Frères musulmans, opposants islamistes historiques, doivent désormais coexister avec de nouveaux acteurs tels le MJC et les islamistes de l'intérieur. Quant à la division des oulémas entre loyalistes et contestataires, elle n'est en fin de compte que la réactivation d'un clivage remontant aux origines du système baasiste.

Bien que fragmentée, la mouvance islamique syrienne s'accorde pour l'instant, dans sa grande majorité, sur le rejet de toute rhétorique confessionnelle, convaincue qu'une telle dérive servirait les intérêts d'un régime qui n'a de cesse d'agiter l'épouvantail de l'extrémisme sunnite face à des minorités apeurées. En août 2011, les Frères musulmans, les islamistes indépendants, la Ligue des oulémas et même A. al-Arour, signaient un communiqué adressé à la communauté alaouite, dans lequel ils s'engageaient, en cas de chute du régime, à « combattre tout projet de revanche²⁸ ». Maintenir un discours d'unité nationale dans un pays qui paraît dériver inexorablement vers la guerre civile est le difficile enjeu auquel les acteurs ici décrits seront confrontés dans les mois à venir.

PE

MOTS CLÉS :

Syrie
Printemps arabe
Islamisme
Contestation sociale

28. Site de la Ligue des oulémas syriens, 17 septembre 2011, <<http://www.islamsyria.com/article.php?action=details&AID=2036>> (page consultée le 17 septembre 2011).

politique étrangère

Politique étrangère est une revue trimestrielle de débats et d'analyses sur les grandes questions internationales. Elle est la plus ancienne revue française dans ce domaine. Son premier numéro est paru en 1936, sous l'égide du Centre d'études de politique étrangère. Depuis 1979, elle est publiée par l'Ifri.

A retourner à La DILA 23 rue d'Estrées CS 10733 75345 Paris cedex 07

Acheter un numéro, s'abonner, c'est simple :

📧 En ligne :
www.ladocumentationfrancaise.fr

✉ Sur papier libre
ou en remplissant
ce bon de commande
à retourner à l'adresse ci-dessus.

Où en est mon abonnement ?

📧 En ligne :
abonnement@ladocumentation
francaise.fr

☎ Tél 01 40 15 68 60

Une information, un renseignement ?

☎ 01 40 15 70 10

Bulletin d'abonnement et bon de commande

Je m'abonne à *Politique étrangère* un an, 4 numéros

	France TTC	DOM-COM et RP* HT	Union Européenne TTC	Autres pays HT
Institutions	115 €	142 €	145 €	149 €
Particuliers	75 €	112,60 €	115 €	115 €
Etudiants**	68 €	68,60 €	70 €	68,60 €

* RP (Régime particulier) : pays de la zone francophone de l'Afrique (hors Maghreb) et de l'Océan Indien
** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

Je commande les numéros suivants de *Politique étrangère* Au prix unitaire de **20 €**

.....
.....
..... pour un montant de €
participation aux frais d'envoi (sauf abonnement) + 4,95 €
Soit un total de €

Voici mes coordonnées

M. M^{me} M^{lle}

Nom : Prénom :

Profession :

Adresse :

Code postal : Ville :

Mél :

Ci-joint mon règlement de €

Par chèque bancaire ou postal

à l'ordre de : Comptable du B.A.P.O.I.A. - DF

(B.A.P.O.I.A. : Budget annexe publications officielles et information administrative)

Par mandat administratif (réservé aux administrations)

Par carte bancaire N°

Date d'expiration : N° de contrôle

(indiquez les trois derniers chiffres situés au dos de votre carte bancaire, près de votre signature)

Date

Signature

Informatique et libertés : conformément à la loi du 6.1.1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant et les rectifier en écrivant au Département Marketing de la DILA. Ces informations sont nécessaires au traitement de votre commande et peuvent être transmises à des tiers sauf si vous cochez ici

 ifri